

LE CHOCÓ: L'AUTRE COLOMBIE

Numéro 3 - Juillet 2009

Bulletin
d'information aux
donateurs et
sympathisants du
Comité de
soutien aux
populations du
Bas Atrato.



ÉDITORIAL

Par Olivier LAGARDE

Les communautés afros, métisses et indigènes du Bas Atrato et du Chocó en général bénéficient du soutien d'ONG nationales et internationales, ainsi que de l'Eglise, afin de retourner vivre sur leurs terres dans un premier temps et surtout d'y retrouver une vie digne, pacifiée, et en accord avec leurs traditions.

Protection, plaidoyer, financement de projets ou accompagnement politique sont les clés pour soutenir les populations en difficulté, tout en pensant à leur autonomie à long terme, seuls les habitants du Bas Atrato devant être maîtres de leur avenir.

Cette édition dresse un panorama des différents acteurs qui travaillent pour ces populations, depuis le local et la base avec ASCOBA avec un exemple de soutien concret aux populations, jusqu'à l'international avec le Comité Français en passant par une description des activités du CINEP pour la région. A cela s'ajoute une réflexion plus personnelle sur ce thème de l'accompagnement.

Bonne lecture.



PRÉPARATION ARTISANALE DU RIZ, APRÈS L'AVOIR PILÉ.

LE FONDO ROTATORIO D'ASCOBA : ALTERNATIVE SOCIO-ÉCONOMIQUE POUR LA RÉCUPÉRATION DU TERRITOIRE

ASCOBA est structurée de manière simple par comités thématiques ou géographiques, le tout chapeauté par un « comité de direction » et avec à sa tête un représentant légal. Le Fondo Rotatorio¹ se détache un peu de cette mécanique étant donné son caractère plus pragmatique. C'est l'une des composantes d'ASCOBA qui fonctionne en permanence (avec le secrétariat et la comptabilité) alors que les comités et l'assemblée ne se réunissent « que » 15 jours par mois, le reste du temps étant consacré aux activités personnelles de chacun des membres de l'organisation dans leur village respectif.

Le Fondo Rotatorio est une sorte de structure de microcrédits au bénéfice des communautés situées dans la zone d'influence d'ASCOBA. Une première expérience avait été tentée il y a 10 ans, à l'époque des Communautés de Paix, lorsque ces dernières avaient obtenu le Prix National des Droits de l'Homme du gouvernement français, avec une dotation à la clef permettant la mise en place de ce projet. Ce fût dans un premier temps un échec, le contexte de violence dans ces années là était toujours très pesant, et les

déplacements forcés ont naturellement empêché les premiers bénéficiaires de rembourser, puisqu'ils avaient eux-mêmes tout perdu en quittant leurs terres. Chemin faisant, l'idée a été reprise à son compte par ASCOBA lors de sa création en 2003, et l'élaboration plus poussée du mode de fonctionnement a permis de relancer le système, grandement aidé en cela par des ONG (OXFAM, CINEP ou le Comité Français...) et par l'Eglise, que ce soit pour l'administration, la gestion et l'apport financier. Sous une forme améliorée, l'idée a été concrètement remise au goût du jour à partir de l'année 2005.

De quoi s'agit-il exactement ? L'idée est simple, il s'agit de petites sommes² prêtées aux paysans de la région afin qu'ils puissent commencer ou développer des récoltes ou autres projets productifs (élevage, commercialisation, artisanat...). Les financements sont dédiés aux activités liées à la culture du riz, du maïs, de la banane plantain, de la pêche...

Les projets s'étendent sur plusieurs mois selon leur objectif de production, après quoi la somme prêtée doit

être remboursée, comptant avec un intérêt de 1% pour assurer les frais de fonctionnement du Fonds et sa pérennité. En effet, comme son nom l'indique, le fonds fonctionne sur une logique de rotation. De l'efficacité des remboursements dépend l'affectation de sommes à de nouveaux bénéficiaires et ainsi de suite.

Les prêts sont avant tout destinés aux populations vulnérables du Bas Atrato. Dans le contexte que l'on connaît, il s'agit surtout de personnes déplacées ou retournées récemment sur leurs terres, ou encore des familles avec beaucoup d'enfants et/ou de personnes âgées à charge. Le projet porté peut être le fruit d'une personne, d'une famille voire d'une communauté entière, c'est-à-dire à l'échelle du village. La subsistance économique est évidemment le but ultime.

Mais au-delà de ça, c'est une stratégie à long terme, et globale. Le contexte du Bas Atrato évolue, le conflit est de moindre intensité de nos jours, disons en terme de violences directes (déplacements, assassinats sélectifs, abus sexuels...). La présence d'ONG, de l'Eglise ou d'organisations internationales empêche les violations flagrantes et massives, et les acteurs illégaux le savent. Dès lors, ils emploient d'autres méthodes pour maintenir voire amplifier leur contrôle social sur les terres, que cela soit pour le compte d'entreprises, ou des groupes armés eux-mêmes pour s'assurer un chemin de sortie pour le commerce illicite (de la drogue ou des armes). Pour les habitants, cela se traduit par des menaces passives constantes, et la quasi obligation de se soumettre au contrôle mafieux (via des intermédiaires) de la commercialisation des produits alimentaires ou de l'huile de palme par exemple. La présence et l'intimidation ont remplacé les armes dont l'écho résonne toujours dans l'esprit des gens, la peur du passé permettant aux groupes armés illégaux d'entretenir la terreur présente.

En se basant sur ce triste constat, le Fondo Rotatorio doit pouvoir sortir les paysans des bras des acteurs extérieurs en leur offrant l'opportunité de cultiver leurs produits élémentaires, ainsi qu'un degré d'auto subsistance suffisant.

Aujourd'hui, si tout est loin d'être parfait, le système s'organise. Ainsi, le Fonds s'est développé et pérennisé, la structure est bien en place avec un coordinateur permanent pour l'administration et la gestion du projet.

Encore une fois, la géographie de la zone n'aide pas à faire connaître ce projet dans les communautés, et quand l'équipe du Fondo Rotatorio se déplace pour affecter des sommes prévues, la sélection des bénéficiaires doit se faire assez rapidement pour ne pas avoir à se déplacer inutilement. L'accompagnement « technique » est donc difficile à gérer, alors que l'idéal serait de maximiser le rendement et la gestion des sommes allouées pour chaque bénéficiaire. C'est ce dont j'ai pu me rendre compte en accompagnant l'une de ces missions sur le terrain au mois de Mai. La sélection s'est faite à la va-vite, premier arrivé premier servi, et le suivi du projet, aussi bien technique que financier, me paraît difficile étant données donc les difficultés de transport et la zone couverte, mais aussi le manque de moyens humains et économiques chez ASCOBA pour remplir ce rôle.

Toutefois, je pense que ce système est un pari pour l'avenir. Sa gestion est saine, le fonctionnement s'améliore, l'apport est concret pour les habitants, et l'alternative crédible face aux mégaprojets et/ou aux acteurs armés. Dans la mesure de ce qu'ils peuvent faire, il me semble important que cet accompagnement aux communautés soit encouragé par les partenaires d'ASCOBA, nationaux ou internationaux. L'alternative productive, au-delà de défendre la vie sur le territoire, est également un enjeu primordial pour la récupération des coutumes, des traditions de production et donc d'un pan de la culture des peuples afros et métis qu'il est indispensable de retrouver dans l'espoir d'un développement propre et pacifié pour les communautés.



BUREAU DU FONDO ROTATORIO, AU SIÈGE D'ASCOBA.

1. Fondo Rotatorio : « Fonds Rotatif » si l'on peut en donner une traduction littérale.
2. Les sommes allouées peuvent aller de 500 000 à 1 500 000 pesos, soit entre 160 et 500 euros environ. Il s'agit plus dans l'idée d'un apport de base que d'un financement global pour une activité donnée, et ce dans le but de faire tourner les bénéficiaires.

LE CINEP AU BAS ATRATO : UN ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITÉ

Le CINEP, Centre d'Investigation et d'Education Populaire, est une fondation colombienne qui a été créée en 1972 grâce à l'initiative des Jésuites, avec pour objectif l'apport d'éléments de réflexion pour une société plus juste et plus humaine à travers la promotion du développement humain intégral et soutenable¹. Aujourd'hui reconnu comme une institution importante du pays pour son apport à la construction de la paix, le CINEP est présent sur la zone du Bas Atrato depuis le déplacement massif de 1997 et l'initiative des Communautés de Paix, et plus récemment sur toute la région du Chocó.

L'accompagnement à ASCOBA est assez singulier, dans le sens où l'équipe est partie prenante du travail réalisé sur le terrain. Selon le fonctionnement d'ASCOBA, ses membres se réunissent 15 jours par mois. Ce laps de temps, pour l'expliquer d'une manière assez schématique, est divisé en deux périodes. Une première moitié du temps dédiée aux réunions au sein même de l'organisation, que cela soit

entre eux ou avec des partenaires, et qui se déroulent en général à Riosucio, et une seconde moitié où les membres se répartissent en commissions afin de rendre visite aux différentes communautés, dans les villages.

La plupart des partenaires d'ASCOBA délimitent leur travail à l'institution dans le cadre de leurs projets, c'est-à-dire en appuyant plus l'organisation en tant que telle, en ayant bien sûr comme bénéficiaires indirects les communautés. Le principe de l'accompagnement de l'équipe du CINEP est assez simple : se rendre 15 jours par mois dans le Bas Atrato, calant son programme sur celui d'ASCOBA, et accompagnant l'organisation aussi bien lors de ses réunions internes que lors des déplacements dans les villages. Ainsi, l'accompagnement se vit à l'intérieur même du processus, et de manière constante. La tâche, si elle peut paraître passive par moment, n'en demeure pas moins un apport important pour ASCOBA, mais aussi pour le CINEP qui a une démarche

L'ACCOMPAGNEMENT SE VIT À L'INTÉRIEUR MÊME
DU PROCESSUS, ET DE MANIÈRE CONSTANTE.



d'apprentissage mutuel. Concrètement, l'équipe du CINEP est intégrée à celle d'ASCOBA et participe à la plupart des concertations, de quelque ordre qu'elles soient. Ainsi, avec le temps, plus que des relations professionnelles, ce sont des liens de proximité, voire d'amitié qui se créent. Travail qui ne serait pas possible sans ce qu'apportent les autres partenaires, la régularité des communications entre les différentes institutions étant tout aussi importante. Bien ancré dans la région, et de par son caractère ecclésial, le CINEP a également des relations très étroites avec la Paroisse de Riosucio et le Diocèse d'Apartadó qui officie sur cette zone, notamment à travers sa Pastorale Sociale. L'Eglise grâce à ces 2 entités, réalisant un travail considérable pour les communautés.

L'équipe Chocó du CINEP réalise avec ASCOBA un travail d'accompagnement basé sur différents aspects, auxquels s'ajoutent les demandes exprimées par l'organisation ou les communautés. A travers une démarche de « conseil », le CINEP a pour objectif d'aider ASCOBA à maintenir une position claire face aux acteurs armés, dans la droite ligne de l'héritage et des principes laissés par l'expérience des Communautés de Paix. Ne pas se sentir seul est une règle fondamentale pour les habitants du Chocó, ainsi il est nécessaire pour ASCOBA d'avoir une présence à ses côtés pour faire face aux nombreuses problématiques imposées notamment par les entreprises et plus globalement par la vision de développement dictée par des acteurs extérieurs. Le but n'est bien sûr pas de remplacer cette vision en imposant une autre, qui serait celle du CINEP, mais bien d'aider ASCOBA à tenir une posture. Cela passe notamment par un travail d'analyse de contexte, afin d'apporter des éléments de réflexion aux membres de l'organisation.

Le CINEP suit les thèmes mis en avant par ASCOBA, et qui relèvent de la réalité du terrain. En ce sens, l'une des priorités est le territoire. Il s'agit d'aider les communautés à le récupérer dans un premier temps, puis à y redévelopper les modes de vie et de production ancestraux, tout en les

protégeant des nouvelles menaces. Cela se caractérise par un soutien au niveau de la stratégie à adopter, d'aide pour agir comme intermédiaire auprès des institutions nationales, mais aussi en relayant l'information au niveau international.

L'aspect culturel est également un enjeu important pour retrouver la vie d'antan dans cette région. Le CINEP tente également d'apporter son concours à l'organisation de manifestations, afin de recréer un tissu social déchiré parmi les habitants. La chose n'est pas toujours aisée et ce côté-là a été un peu délaissé ces derniers mois par manque de ressources humaines de l'équipe au niveau local, et le CINEP, tout comme ASCOBA, se doit de repenser régulièrement sa stratégie d'accompagnement en fonction de l'évolution du contexte.

En effet, la stratégie du CINEP a pris récemment un caractère plus global. C'est-à-dire que l'équipe n'est plus simplement concentrée dans le Bas Atrato mais travaille désormais aussi au niveau régional, à travers le Forum Interethnique Solidarité Chocó² et la construction d'un Agenda Régional de Paix. Etant donc présente sur les deux fronts, l'équipe du CINEP sert de vecteur à ASCOBA pour que son développement et celui du Bas Atrato se fasse en lien avec les autres organisations du Chocó, les problématiques vécues étant indissociables. Cette double présence explique aussi les difficultés d'accompagner les activités culturelles auprès d'ASCOBA.

Avec cette démarche de proximité et de permanence dans l'accompagnement, le CINEP a gagné la confiance d'ASCOBA mais aussi des communautés, et possède une certaine légitimité. Cette stratégie s'ajoute à celle développée par les autres partenaires, et est complémentaire, non sans difficultés bien sûr étant donnée la multiplicité des rôles. L'important étant de toujours garder à l'esprit que les habitants eux-mêmes sont les propriétaires de leur territoire, et donc de la manière de le gérer.

1. Site du CINEP (Centro de Investigación y Educación Popular) : www.cinep.org.co

2. En espagnol, le FISCH. Son site Internet : www.fischoco.org où l'on peut télécharger un bulletin d'information régulier en français.

LE SOUTIEN SOLIDAIRE DU COMITÉ FRANÇAIS AUX POPULATIONS DU BAS ATRATO

Au début de l'année 1997, une opération militaire contre insurrectionnelle de grande envergure, l'« Opération Genesis », provoque de nombreux morts et jette à travers la forêt des milliers de paysans et leurs familles, détruisant les villages, laissés à l'abandon. Les FARC contrôlaient cette zone depuis les années 80, et l'objectif de cette opération, alliant forces armées régulières et groupes paramilitaires, était de la leur reprendre. Conséquence de cette violence extrême, des milliers de personnes se retrouvent non loin de

là, à Pavarando, dans ce qui s'apparente à un camp de réfugiés. Avec l'aide d'ONG nationales et internationales, mais aussi de l'Eglise, le courage prend vite le dessus sur la tragédie et germe rapidement l'espoir chez les déplacés de retourner sur leurs terres, tout en prônant des principes collectifs clairs de non-violence et de neutralité totale face aux acteurs armés.

Ainsi débute l'expérience de résistance civile, et c'est dans ce contexte que le CINEP fait appel au CCFD, alors partenaire, pour participer à ce mouvement et obtenir un soutien moral de la société civile française. Petit à petit, s'organise en France un réseau d'ONG, qui se traduit par la création du Comité de soutien aux Communautés de Paix du Bas

“LE FAIT DE RECEVOIR UN APPUI MORAL EXTÉRIEUR EST TRÈS APPRÉCIÉ. AINSI, LES VICTIMES DEVIENNENT VISIBLES, ET LA PERMANENCE DU COMITÉ FRANÇAIS DANS SES ACTIVITÉS EST UNE PREUVE QU'ELLES NE SONT PAS SEULES”

Atrato¹. Et depuis lors, en fonction de l'évolution du contexte et des demandes locales, le Comité n'a cessé d'appuyer les initiatives de paix des populations afrodescendantes et métisses de cette région, soutenant depuis 2003 l'organisation ASCOBA, ce qui s'inscrit dans une suite logique de l'expérience des Communautés de Paix².

Pour ASCOBA d'une part mais aussi pour les villageois, cet appui est très important.

Tout d'abord parce qu'il s'agit d'un accompagnement solidaire. En effet, les bénéfices d'un soutien moral, s'ils sont par définition difficiles à mesurer, n'en demeurent pas moins pour cette population meurtrie un espoir certain. Parce que dans un contexte de conflit, il est évident que tout soutien, fût-il lointain, est bon à prendre. De plus, le Bas Atrato souffre cruellement du manque de moyens publics, l'Etat (civil) étant bien peu présent. Le fait de recevoir un appui moral extérieur est donc très apprécié. Ainsi, les victimes deviennent visibles, et la permanence du Comité Français dans ses activités est une preuve qu'elles ne sont pas seules, alors que que les habitants du Chocó pourraient s'y résigner tant leur combat est historiquement invisible pour le reste de la Colombie. Ce soutien moral a de plus engendré de nombreux échanges entre les uns et les autres, et des liens personnels se sont tissés que ce soit en France ou en Colombie, à l'occasion de visites mutuelles régulières.

FLEUVE ATRATO DEPUIS LES BUREAUX D'ASCOBA

EXTRAIT DE L'EXPOSITION PHOTO QUI SERA PRÉSENTÉE LE 26 SEPTEMBRE, À L'OCCASION DE LA FÊTE COLOMBIENNE DE MÂCON



De nombreux membres d'ASCOBA ont en effet été invités en France pour témoigner du conflit et des violations dont souffrent les peuples qu'ils représentent. C'est un autre volet de l'appui apporté par le Comité Français, et qui est un effort permanent. Il s'agit en effet dans un premier temps de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas en Colombie. Diffuser l'information pour la rendre visible est également important. Le Chocó est certes à des années lumières de notre pays en bien des aspects, mais travailler solidairement peut jouer sur les consciences et apporter humblement un plus à la condition de vie des populations du Bas Atrato. A cela s'ajoute le fait que des problématiques locales, je pense notamment à l'huile de palme et plus généralement aux agrocombustibles, ont une portée internationale, dans le sens où une multitude de produits de consommation courante intègre dans leur composition cette fameuse huile, qui occasionne à l'autre bout du monde des assassinats et des déplacements de villages entiers pour s'approprier illégalement les terres et faire

pousser le palmier. Ce travail se concrétise par des réunions publiques en France mais aussi l'organisation d'une fête annuelle à Mâcon, en Septembre, car il est aussi possible de parler du Chocó sur un ton plus « joyeux », et dans un cadre festif !

Le Comité ne fonctionne financièrement qu'à travers les dons et le produit de diverses ventes d'artisanat colombien. Cela permet d'envoyer de l'argent à ASCOBA pour que l'organisation puisse développer ses activités. Deux comités d'ASCOBA sont régulièrement appuyés, l'un traitant des thèmes liés à la dimension *ethnoterritoriale* du développement, avec notamment un travail sur la récupération des terres et le retour à la vie sur le territoire ancestral. L'autre aborde les aspects de la diffusion et du respect des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire dans les communautés. Le financement permet leur fonctionnement, et d'autres activités plus ponctuelles peuvent également être soutenues économiquement.

Le budget du Comité permet également de financer la présence d'un Volontaire sur place, au sein de l'équipe du CINEP et aux côtés d'ASCOBA, permettant une permanence de l'information et caractérisant concrètement l'accompagnement solidaire sur la zone. De plus, une à deux fois à l'année, le Comité rend visite sur le terrain à ASCOBA et aux communautés³. Les membres d'ASCOBA apprécient de sentir à leurs côtés la présence solidaire de ceux qu'ils appellent « leurs frères de France ». Et si c'est bien aux communautés elles mêmes de s'approprier, in fine, leur destin, ce type de soutien solidaire les y encourage, apportant modestement sa pierre à l'édifice. Cela se mesure bien lorsque l'on se rend dans les communautés où les gens expriment leur gratitude. L'inverse est vrai également puisque les apports sont mutuels, et ainsi va la philosophie de cet accompagnement, à savoir que les populations du Bas Atrato ont aussi beaucoup à nous apporter à travers leurs expériences ou leur manière de penser.

1. Comité composé à l'origine par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), l'Ecole de la Paix et la Fondation de France (plus aujourd'hui). Le comité s'est aussi développé dans certaines villes comme Agen, Grenoble, Mâcon ou Lille.
2. Suite à la création d'ASCOBA et donc la disparition à proprement parler des Communautés de Paix, on parle du Comité de soutien aux Populations du Bas Atrato.
3. Dans ce cadre, François Loyat, de Mâcon, a rendu visite au mois de Juin aux partenaires colombiens du Comité, ainsi bien sûr qu'à ASCOBA et aux communautés du Bas Atrato.



PARMI LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT, L'ÉGLISE A UN RÔLE ESSENTIEL. CI-CONTRE, L'ÉGLISE DE RIOSUCIO AU CENTRE DU VILLAGE INONDÉ.

LA COORDINATION DE L'ACCOMPAGNEMENT AU DEFI DU DEVELOPPEMENT

De par le monde, tout conflit entraîne l'afflux d'ONG nationales ou internationales, accompagnées généralement par le secteur de l'Eglise. Le Bas Atrato n'a pas échappé à la règle.

Une fois le violent épisode de l'opération Genesis passé, la rue principale de Riosucio, le long du fleuve, a vu fleurir de nombreuses pancartes aux maisons, indiquant la présence d'entités non gouvernementales dans la région. Reflet de l'évolution de l'intensité du conflit, certains écriteaux ont demeurés mais quelques ONG ont quitté les lieux, ou tout du moins n'y ont plus de représentation permanente.

ASCOBA est née d'une volonté commune propre aux habitants de la région, mais elle a toujours été accompagnée par des acteurs extérieurs. Aujourd'hui sont présentes à ses côtés des institutions comme OXFAM, le CINEP, le CCFD, le Comité Français ou l'Eglise entre autres.

Cette présence n'est pas sans influence sur la vie au quotidien de l'organisation, et ASCOBA n'ayant pas de fonds propres pour s'autofinancer, elle est dépendante économiquement. Dès lors, il est parfois difficile de concilier les stratégies des uns et des autres, tout en gardant sans cesse à l'esprit que l'intérêt premier de chacun doit être l'amélioration des conditions de vie des populations du Bas Atrato, et la défense de la vie sur le territoire.

Etant donné la jeunesse de l'organisation ASCOBA, celle-ci ne peut être complètement autonome, tant financièrement que politiquement. De plus, un tel contexte nécessite une présence non étatique pour défendre les droits élémentaires, et ce en relation au travail de plaidoyer et de coordination avec les institutions publiques.

L'équilibre entre ingérence et autonomie est subtil, et il est très intéressant de voir comment se déroulent les processus de négociations entre ONG ou entre ASCOBA et ses partenaires. Avec le temps, au-delà des relations institutionnelles se sont forgées des relations humaines fortes entre les différents protagonistes. La coordination se fait généralement en bonne intelligence et pour l'intérêt général.

De mon point de vue, il existe toutefois des écueils qui peuvent nuire, à la marge, au développement d'ASCOBA, et au développement tout court. Cette réflexion peut être valable pour le monde du développement en général, pas seulement en Colombie, et c'est un refrain assez connu lorsque l'on évoque le travail des ONG. Ces dernières dépendent la plupart du temps de subventions institutionnelles (UE ou agences de l'ONU par exemple), outre les dons, les apports du marketing ou autres. Dans le cadre du phénomène de professionnalisation voire de concurrence entre ONG qui opère depuis disons les années 90, ces institutions « se doivent » d'être « compétitives » pour exister. Or, j'ai parfois le

sentiment que cela prend le pas sur l'intérêt général. Ce n'est pas une règle évidemment, loin de là, mais c'est un ressenti que je constate au fil du temps. L'image d'une ONG, sa visibilité, la réussite ou la cohérence d'un projet en terme bureaucratique, sont des facteurs à prendre en compte et qu'il ne faut pas nier, car cette réflexion participe aussi à la vision du développement qu'a tout un chacun.

Dans le cas du Bas Atrato, je me surprends parfois à constater à quel point les idéologies, les politiques, les stratégies des différentes organisations peuvent avoir un impact sur la bonne marche du développement d'ASCOBA, à mon sens du moins. Cela étant amplifié dans un contexte si particulier que l'est celui du Chocó. Bien sûr il ne faut pas être utopique mais il faut prendre ses aspects là en compte. ASCOBA doit pouvoir profiter de cela. Avant de pouvoir être autonome, il faut pouvoir être indépendant dans ses choix stratégiques et politiques. C'est un travail de longue haleine que l'organisation se doit d'accomplir, ne serait-ce que

pour améliorer son fonctionnement et dégager une vision politique à long terme de ce que doit être la lutte pour la vie dans le Bas Atrato, à travers notamment les conseils communautaires. A l'inverse, le danger est qu'ASCOBA tombe dans l'assistanat et la passivité.

D'une manière générale, si le travail des ONG est indispensable et positif, les organisations de base doivent se nourrir de leurs attermoissements, mais aussi de ce qu'elles leur apportent pour se définir comme réellement propriétaires de leur destin, et de celui des populations qu'elles aident au quotidien.

Chacun a sa vision du développement, sa vision politique, sociale ou religieuse, sa stratégie d'accompagnement, et cela est on ne peut plus normal, il faut en accepter les conséquences, ne pas être naïf. La beauté de la solidarité, au sens large, réside justement en cela qu'elle est plurielle, elle doit être le corollaire de toute initiative citoyenne portée sur l'intérêt commun, se nourrissant de ces mêmes différences pour avancer et faire avancer.

Juillet 2009

Rédaction Olivier LAGARDE - olivier_lagarde@hotmail.com

Mise en page/Photos Guillaume ORTIOU-CAMPION - guillaume.oc@gmail.com